



Le ministère des Affaires étrangères, en donnant des conseils aux voyageurs susceptibles de visiter notre pays, exagère les risques encourus. C'est une tradition pour le ministère français des Affaires étrangères de prodiguer des conseils aux Français désireux de voyager hors de leur pays. Et surtout en Afrique, où certains pays sont exposés à l'insécurité et au terrorisme.

La dernière mise à jour des informations sur le Cameroun date du 22 mars dernier. Mais le site "France diplomatie conseils aux voyageurs" précise que jusqu'à ce 21 avril 2018, celles-ci sont toujours valides.

Tout n'est pas faux sur les risques encourus par quiconque visite certaines régions du Cameroun. « Le risque terroriste existe en particulier dans l'Extrême-Nord en raison d'incursions du groupe terroriste Boko Haram. Les Occidentaux sont particulièrement ciblés », écrit le site. Personne ne peut nier que « la situation sécuritaire dans les régions anglophones du Nord- Ouest et du Sud-Ouest s'est dégradée depuis la fin de l'année 2017. Plusieurs enlèvements d'officiels et de civils ont eu lieu. Des étrangers présents dans ces régions ont également été ciblés. Enfin, depuis l'intensification de la crise dans les régions anglophones, il convient d'éviter formellement les axes de circulation Kumba-Ekondo Titi-Mundemba et Ekok-Mamfe ».

De même, il est de notoriété publique que « certaines régions présentent des fragilités particulières : au Nord et à l'Extrême-Nord, les populations doivent faire face aux exactions de Boko Haram, à la présence de réfugiés nigériens (près de 100 000) et aux conséquences des dérèglements climatiques sur l'agriculture. A l'Est, l'accueil de près de 300 000 réfugiés centrafricains fragilise l'équilibre socioéconomique de cette région ».

Seulement, les mises en garde contre le terrorisme et les risques d'enlèvements charrient beaucoup d'exagération. Du coup, sous le prisme du ministère français des Affaires étrangères, c'est quasiment tout le Cameroun qui est infréquentable. Même les zones réputées calmes sont classées "zones de vigilance", c'est-à-dire formellement déconseillées. « A l'exception de la ville de Maroua, toute la région Extrême-Nord du Cameroun est formellement déconseillée du fait d'opérations militaires, du risque terroriste et du risque d'enlèvements ». En poursuivant qu'à Garoua, « tout déplacement en dehors de la ville elle-même est déconseillé sauf raison impérative », le ministère français des Affaires étrangères se situe à mille lieues de la réalité.

L'on tombe aussi des nues en apprenant que « les villes de Garoua-Boulaï, de Touboro et de Yokadouma sont situées sur des axes routiers importants à proximité de la frontière est du Cameroun, dans des zones formellement déconseillées. La traversée de la zone rouge par les personnes empruntant les routes reliant Yaoundé à N'Gaoundéré via Garoua-Boulaï, ainsi que celles qui relient Garoua et N'Gaoundéré à Moundou (Tchad) via Touboro, ou encore Bertoua à Yokadouma, doit se faire sous escorte militaire. Pour les traversées de zone rouge, qui ne sauraient être entreprises que pour des raisons impérieuses, il convient de solliciter une escorte (gendarmerie ou BIR) ».

A l'exception des capitales régionales, pratiquement toutes les Régions du Nord et de l'Adamaoua sont déconseillées : « Dans les régions du Nord (capitale : Garoua) et dans l'est de l'Adamaoua (départements de la Vina et du Mbéré), le risque terroriste est moins élevé que dans l'Extrême-Nord. Toutefois, des incidents de sécurité sont régulièrement signalés : coupeurs de route, découvertes de caches d'armes, infiltration d'éléments armés incontrôlés venus de l'extérieur, enlèvements nombreux visant principalement des éleveurs locaux ». Comme si cette réalité était l'apanage des villes camerounaises, le ministère français des Affaires étrangères conseille, dans les grandes agglomérations, « de prendre des précautions, tant lors des déplacements (à pied ou en véhicule) qu'au domicile (hôtel, appartement situé en étage, villa). Des rôdeurs isolés, mais aussi des bandes organisées, se livrent à des cambriolages et agressions nocturnes ».

Le classement de certaines zones dans la rubrique "zones en vigilance renforcée" a de quoi surprendre ceux qui y habitent. « Malgré les dispositions qui ont été prises pour renforcer la sécurité dans la région des « monts de Manengouba et des Lacs jumeaux » (situés près de la ville de Melong -nord de Douala), tant sur les lieux d'hébergement qu'en montagne, il est recommandé de prendre contact au préalable avec les gérants des établissements hôteliers concernés et, le cas échéant, de solliciter auprès d'eux une escorte solide ». « La zone frontalière avec le Nigeria dans les départements de Faro-et-Déou et de Mayo- Banyo reste formellement déconseillée. Des coupeurs de route y sont régulièrement observés et le risque d'enlèvement reste très élevé ».

Le ministère des Affaires étrangères conseille aux voyageurs en partance pour Ngaoundéré de prendre le train pour éviter la route nationale n°1 qui longe la frontière avec la RCA à hauteur de Garoua-Boulaï classée zone rouge. Comme lisant dans une boule de cristal, le ministère des Affaires étrangères pronostique : «Une détérioration des conditions de vie pourrait mener à des manifestations de mécontentement ». Autant dire que le Cameroun s'apparente à un enfer qu'il est pourtant très loin d'être.

Source:Repère
